

Agence de Nancy

599 Pierre et Marie Curie, Bâtiment SYNERGIHP
54710 LUDRES
Tel 03 54 17 04 95
nancy@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.2

Mission(s)

ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*)

Nos références

540C2510 (540-C-2024-002T)

Date

05/08/2025

NANCY - ZAC AUSTRASIE - AMENAGEMENT INTERIEUR DE PLATEAUX DE BUREAUX DANS UNE COQUE NEUVE - FRANCE TRAVAIL

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2 Phase DCE



Envoi	FRANCE TRAVAIL - BERRIOT Patricia - GUNDOGDU Ugur - LEPILLIEZ Rémi	<i>Maître d'ouvrage</i>	patricia.berriot@francetravail.fr / ugur.gundogdu@francetravail.fr / remi.lepilliez@francetravail.fr
Copie	Petit Didier Prioux - PPX - BILLOT Anne-Charlotte - THIERRY Laurent SEREMA ING - Emmanuel DHENIN DELIM - MERCIER Dorothée BICOME - CATRAIN Julien	<i>Architecte</i> <i>Maître d'oeuvre</i> <i>Assistant à Maître d'Ouvrage</i> <i>BET Fluides</i>	acb@e-ppx.net / lt@e-ppx.net e.dhenin@serema-ing.fr technique@delim.fr julien.catraain@bicome-ic.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Kévin MELACOTTE - Le vérificateur des installations électriques, René LARGER

Le chargé d'affaire,
Kévin MELACOTTE

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 09/07/2025
Motif : Mise à jour du dossier DCE reçu le 31/07/2025



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	10
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP.....	11
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail.....	20
VIII.5 - Classement et référentiel.....	22
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	24
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	28

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport Initial de Contrôle Technique concernant l'aménagement intérieur de plateaux de bureaux à l'intérieur d'une COQUE neuve pour FRANCE TRAVAIL

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 09/07/2025

Motif : Mise à jour du dossier DCE reçu le 31/07/2025

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°540-C-2024-002T et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Kévin MELACOTTE

Le vérificateur des installations électriques, René LARGER

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

FRANCE TRAVAIL

3 RUE PIERRE HADOT

51100 REIMS

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Aménagement intérieur de plateaux de bureaux à l'intérieur d'une COQUE neuve pour FRANCE TRAVAIL

Adresse de l'opération :

Angle Bld de la motte et rue des 5 piquets, 54000 NANCY

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

1 350 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 10 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Dossier architecte - Réception : 03/07/2025

Plans :

DCE 10.1 AMENAGEMENTS INTERIEURS

DCE 10.2 Bureaux

DCE 10.3 Bureaux

DCE 10.4 Kitchenette

DCE 10.5 Portes bureaux

DCE 10.6 Schéma d'assemblage faux-plafond

DCE 10.8 PLANS DE NIVEAUX - PROGRAMMATIQUES

DCE 10.9 PLANS DE NIVEAUX - avec mobilier

DCE 10.10 PLANS DE SOLS

DCE 10.11 PLANS DE FAUX PLAFONDS

DCE 10.12.1 Repérage cloisons

DCE 10.12.2 Repérage portes et châssis vitrés

DCE 10.12.3 Repérage occultation

DCE 10.14 MEUBLES SUR MESURE

- Dossier BET fluides - Date : 30/06/2025 - Réception : 25/07/2025

CCTP Électricité CFO / CFA Lot 04

Plans Électricité RDC, R+1, R+2, R+4

- Dossier Maitrise d'oeuvre - Date : 03/07/2025

CCTP lot 01 Cloisons - Plâtrerie - Menuiserie intérieure - Faux plafond

CCTP lot 02 Sols souples - Peinture

- Réponse Architecte sur observation RICT n°01 - Réception : 24/07/2025

Mail du 24/07/2025

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - FRANCE TRAVAIL

- * Incendie ERP:
Nous transmettre:
 - L'arrêté d'autorisation de travaux avec l'avis de la SCDS

Lot 101 - Architecte - Petit Didier Prioux - PPX

- * Incendie:
Nous transmettre le classement d'effectif par niveau afin de vérifier précisément les dégagements.

Lot 104 - BET Fluides - BICOME

- * Incendie, ELEC :

Attention si établissement classé ERP : Le câble U1000RO2V n'est plus autorisé pour les établissements avec une autorisation de travaux après le 23 mai 2025, Câbles et conducteurs classés Cca-s2, d2, a2 sont obligatoire.

=> Indication non trouvée au CCTP Électricité. A préciser pour éviter toute erreur

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire / autorisation de travaux

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs

Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Moquettes de sol : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Stores intérieurs : PV de réaction au feu
- Tentures, rideaux, voilages : PV de réaction au feu

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP
- Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Mission sans objet: Mission L : Absence de travaux liés au clos couvert, solidité du bâtiment, équipements indissociables

VIII.2 - Solidité des existants

Mission sans objet: Pas de travaux sur la structure de la COQUE neuve dans le cadre de l'aménagement des bureaux
FRANCE TRAVAIL

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ou les installations ouvertes au public

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R162-8 à R162-13

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre II Section 3 Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public	PM	
Art. R162-8	Domaine d'application	PM	
Art. R162-9 à R162-11	Dispositions applicables ou solutions d'effet équivalent	PM	Voir arrêté du 20/04/2017
Art. R162-12	Caractéristiques spécifiques pour certains établissements	PM	Arrêtés non parus : - Enceintes sportives ; - Etablissements avec prestation visuelle ou sonore.
Art. R162-13	Règles particulières à certains établissements	PM	Etablissements pénitentiaires : voir arrêté du 04/10/2010 Arrêtés non parus : - Etablissements militaires ; - Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; - Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; - Hôtels restaurants d'altitude et refuges de montagne ; - Etablissements flottants.
	Arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R162-8 à R162-12 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et installations neufs satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Solution d'effet équivalent Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	PM	
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	Hors travaux d'aménagements
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	Hors travaux d'aménagements
Art. 4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	HM	Hors travaux d'aménagements
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usages attendus		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 6	<p>Tout aménagement, équipement ou mobilier situé aux points d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour les utiliser ou pour les comprendre, doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée.</p> <p>Si plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre :</p> <p>Le dispositif d'accueil accessible bénéficie d'une ambiance visuelle et sonore adaptée et toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil fait l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou est doublée par une information visuelle.</p> <p>Les espaces ou équipements destinés à la communication font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>Les banques d'accueil et mobiliers en faisant office :</p> <p>Lorsque des usages tels que lire, écrire, utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La hauteur maximale est de 0,80 m ; - L'équipement présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. - La disposition relative au vide en partie inférieure ne s'applique pas dès lors qu'un des points d'accueil est situé à un étage ou niveau non desservi par un ascenseur ou un élévateur. <p>Si accueil sonorisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique conforme à l'annexe 9. - Ce système est signalé par un pictogramme. - Les accueils des ERP remplissant une mission de service public ainsi que des ERP de 1ère à 4ème catégorie sont équipés obligatoirement d'une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9. <p>Eclairage du poste d'accueil selon article 14 (200 lux)</p>	<p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	
	<p>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales</p> <p>Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente ≤ 5% (exceptionnellement jusqu'à 8% sur une longueur de 2m et jusqu'à 10% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 4%</p> <p>Ressaut maxi de 2cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4cm sous condition)</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Cas particulier des seuils de porte et des pas de porte</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur de passage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Largeur ≥ 1,40m 	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	- Rétrécissement ponctuel entre 1,20m et 1,40m	AF	
	Dévers		
	- Dévers ≤ 2%	AF	
	c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		
	Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon conforme à l'annexe 2 (sauf portes et portillons automatique coulissant, sauf portes et portillons ouvrant sur un escalier, portes des sanitaires, douches et locaux non adapté)	AF	
	Espace d'usage conforme à l'annexe 2 devant chaque équipement ou aménagement.	PM	
	3°- Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	PM	
	Cheminement libre de tout obstacle :	AF	
	- - Passage libre d'au moins 2.20m de hauteur (réduit à 2.00m dans les parcs de stationnement)		
	- - Si élément situé à une hauteur inférieure à 2.20m et en saillie de plus de 15cm : Dispositif de rappel au sol conforme à l'annexe 4		
	Mobilier, bornes et poteaux conformes à l'annexe 5.	PM	
	Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	SO	Cages d'escaliers enclouonnées
	Repérage des parois vitrées	SO	châssis fixe vitré de petite dimension à coté des portes pleines
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° du II de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Croisement cheminement piétons et véhicules :	SO	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	AF	
	Dans les restaurants et les débits de boisson :	SO	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	HM	Hors travaux d'aménagements
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. Usages attendus :		
	Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées.	AF	
	Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.	AF	
	II. Caractéristiques minimales :		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	Plafond acoustique dans le local cafétéria au R+4
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restaurants	AF	
	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. Usages attendus :		
	Toutes les portes situées sur les cheminements permettent le passage des personnes handicapées et peuvent être manoeuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe.	PM	Les lecteurs de badges devront être positionnés à une hauteur accessible si ils peuvent être utilisés par le public
	Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle.	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	AF	
	Les sas permettent le passage et la manoeuvre des portes pour les personnes handicapées.	AF	
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur de passage utile minimale de 1,40m pour desserte de zones et locaux pouvant recevoir 100 personnes ou plus.	AF	
	Vantail principal de 0,90m en cas de doubles vantaux, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,90m pour desserte de zones ou locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,80m pour desserte des sanitaires non adaptés et des cabines à usage individuel non adaptés, avec largeur de passage utile de 0.77m	AF	
	Largeur de passage utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espace de manoeuvre de porte conforme à l'annexe 2 devant chaque porte (sauf celles ouvrant uniquement sur un escalier, les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés)	AF	
	Les sas sont tels que :		
	- A l'intérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte, hors débattement éventuel de la porte non manoeuvrée ;	AF	
	- A l'extérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte.	AF	
	2° - Atteinte et usage		
	Poignée de porte facilement préhensible et manoeuvrable en position « debout » comme « assis »	AF	
	Exigence de préhension et position des poignées de portes à l'exception des portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté	PM	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	PM	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	AF	Platine de rue devant l'entrée principale accessible PMR

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	3° - Sécurité d'usage Contraste visuel des portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manoeuvre par rapport à leur environnement. Repérage des portes vitrées	AF AF	
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. Usages attendus : Accès autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public	PM	Il n'est pas défini sur les plans de différenciation entre locaux accessibles et non accessibles publics
	Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service peuvent être repérés, détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées.	PM	
	La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.	PM	
	Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction, au moins un peut être repéré, détectés, atteint et utilisé par les personnes handicapées.	PM	
	Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.	HM	A respecter par l'exploitant
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Repérage Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel Commandes repérables par contraste visuel ou tactile	PM PM	
	2° - Atteinte et usage des équipements Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m) Utilisation en position debout comme assis d'au moins un équipement ou mobilier par groupe Pour les commandes manuelles et les équipements nécessitant de de vois, lire, entendre ou parler : - Hauteur entre 0.90 et 1.30 m - A plus de 40cm d'un angle rentrant de paroi ou d'un autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant Pour les éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire ou d'utiliser un clavier : - Hauteur ≤ 0.80m - Vide en partie inférieure de 0.30 m (profondeur) x 0.60 m (largeur) x 0.70 m (hauteur) Guichet d'information ou de vente manuelle avec communication sonorisée avec le personnel : Les salles de réunion des ERP de 1re à 4e catégories : - Au moins une salle est équipée d'une boucle à induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9. Éléments de signalisation et d'information conformes à l'annexe 3. Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané Les interrupteurs et les boutons de commande mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.	SO SO	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires I. Usages attendus : Présence d'au moins un cabinet d'aisance adapté par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance et comportant un lavabo accessible.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	AF	<p>Prévu à l'extérieur, dans le SAS</p> <p>Possibilité de transfert à gauche et à droite répartis sur l'ensemble des niveaux</p> <p>Barre de tirage de porte sur les portes des sanitaires PMR prévu au projet COQUE</p> <p>A vérifier en EXE</p>
	Respect de la séparation par sexe si elle existe pour les autres cabinets d'aisance	AF	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main, patère	PM	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (Ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur	AF	
	Si plusieurs cabinet d'aisance adapté par sexe, répartition équitable des cabinets d'aisance permettant le transfert à gauche et à droite	AF	
	Cabinet d'aisance permettant les deux types de transfert	SO	
	Le sens de transfert est indiqué sur la porte de chaque cabinet d'aisances adapté par un pictogramme.	PM	
	2° - Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	HM	
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	AF	
	Cuvettes entre 0,45m et 0,50m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70m et 0,80m pouvant supporter le poids d'un adulte	AF	
	Distance entre l'axe de la barre d'appui et l'axe de la cuvette compris en 0,40 et 0,45m	AF	
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m.	PM	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs ou sèche-mains en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
Art. 14	Dispositions relatives aux sorties		
	I. Usages attendus :		
	Repérage, détection, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. Caractéristiques minimales :		
Art. 14	Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3.	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	AF	
	I. Usages attendus :		
	La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle.	AF	
Art. 14	Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	II. Caractéristiques minimales : Valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours : <ul style="list-style-type: none"> - 20 lux pour le cheminement extérieur accessible - 20 lux pour les parcs de stationnement et leurs circulations piétonnes accessibles - 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence La mise en oeuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.	HM HM SO AF HM SO AF PM	A justifier en EXE par une NDC
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis		Concerne la cafétéria au R+4
	I. Usages attendus : Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées	AF SO	Mobilier déplaçable
	II. Caractéristiques minimales : 1° - Nombre 2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum	AF SO	
	2° - Répartition Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public	SO	
	3° Caractéristiques dimensionnelles Emplacement correspondant à un espace d'usage conforme à l'annexe 2 Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures visées à l'article 6 Les emmarchements des gradins et les gradins ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales. Toutefois, les emmarchements respectent les dispositions du 2° de l'article 7-1 à l'exception de la disposition concernant l'éclairage.	AF AF SO	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions spécifiques relatives aux cabines et aux espaces à usage individuel.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 19	Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposées en batterie ou en série.	SO	
Art. 20	Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.	SO	
Art. 21	Références à l'arrêté du 01/08/2006 et à l'arrêté du 20/04/2017	PM	
Art. 22	Abrogation de l'arrêté du 01/08/2006	PM	
Art. 23	Entrée en vigueur de l'arrêté	PM	
Art. 24	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail

Décret n°2009-1272 du 21 Octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Article R. 4214-26 :

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travaux aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Article R. 4214-27 :

Des dérogations aux dispositions de l'article R.4214-24 peuvent être accordées par le préfet, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment.

Article R. 4214-28 :

Un arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction détermine les modalités d'application propres à assurer l'accessibilité des lieux de travail en ce qui concerne, notamment, les circulations horizontales et verticales, les portes et les sas intérieurs, les revêtements des sols et des parois, les dispositifs d'éclairage et d'information, le stationnement automobile.

En l'absence de parution d'un arrêté pris en application de l'Article R. 4214-28 :

Arrêté du 27 Juin 1994

Relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R4214-26 (ex R235-3-18) du code du travail.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 1	Généralités	PM	
Art. 1	Dispositions particulières aux aménagements de bâtiments existants.	SO	
Art. 2	Caractéristiques des cheminements praticables par les personnes handicapées : - cheminement usuel, - sol, - largeur minimale, - largeur minimale des portes, - profil en long, - palier de repos, - ressauts, - pente transversale, - trous et fentes, obstacles isolés, - garde corps.	AF AF AF AF SO PM AF PM AF	Hors cheminements extérieur 140cm
Art. 3	Ascenseurs	HM	Hors travaux d'aménagements
Art. 4	Prescriptions relatives aux escaliers.	HM	Hors travaux d'aménagements
Art. 5	Parcs de stationnement.	HM	Hors travaux d'aménagements
Art. 6	Installations sanitaires.	AF	
Art. 7	Locaux de restauration et de repos.	AF	Semble conforme sur les plans. Attention le local de restauration ne devra pas comporter que des tables hautes qui ne sont pas accessibles aux PMR
Art. 8	Signalisation des cheminements spécifiques.	PM	
Art. 9	Conditions d'applications de l'arrêté	PM	

VIII.5 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Aménagements de cellules en bureaux au sein d'un bâtiment neuf

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI : type 4
- Moyens d'extinction fixes : /
- Ventilation : svt travaux COQUE
- Chauffage : svt travaux COQUE
- Stockage combustible : /
- Désenfumage : Naturel
- Cuisson : /
- Ascenseur : svt travaux COQUE

Date d'application du référentiel réglementaire : 01/07/2025

Classement :

Suivant notice de sécurité des travaux de la COQUE.

Notice liée à l'aménagement des cellules FRANCE TRAVAIL non reçue

CDT >8m et ERP 5ème du type W

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non reçu

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non reçu

Autres prescriptions particulières :

Sans Objet

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	AF	L'établissement regroupe plusieurs exploitations dans le même bâtiment non isolé au Tiers L'ensemble du bâtiment est considéré comme un seul établissement recevant du public.
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	Les exploitations seront de type W (Bureaux) Voir RICT COQUE
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	Incendie ERP: Nous transmettre: - L'arrêté d'autorisation de travaux avec l'avis de la SCDS
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	Une solution équivalente à un EAS est retenue dans la notice de sécurité incendie du projet COQUE. Des emplacements pour fauteuils sont présents dans les paliers d'escalier à chaque étage. Au RDC les PMR évacue directement sur l'extérieur depuis des sorties de plain-pied Alarme type 4 + flash prévu dans le projet COQUE
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	En exécution et avant passage de la commission, les procès-verbaux, établis par des laboratoires agréés, de résistance et de réactions au feu des matériaux et éléments de construction qui seront mis en œuvre durant la réalisation des travaux, devront nous être transmis.
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	En exécution et avant passage de la commission, les attestations de conformité aux normes des matériaux et éléments de construction qui seront mis en œuvre durant la réalisation des travaux, ainsi que les attestations d'autocontrôle des entreprises, devront nous être transmis.
GN 14	Matériels électriques	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	
PE 2	Etablissements assujettis	AF	
PE 3	Calcul de l'effectif	AS	Incendie: Nous transmettre le classement d'effectif par niveau afin de vérifier précisément les dégagements.
PE 4	Vérifications techniques	PM	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gains		
PE 5	Structures	HM	
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	HM	
PE 7	Accès des secours	HM	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers	AF	Les locaux à risques sont repérés sur les plans architectes : Cloisons CF1H et porte CF1/2 + FP
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	PM	Incendie : Les dégagements doivent permettre une évacuation rapide et sûre. Aucun matériel ne doit se trouver sur les cheminements d'évacuations et sur l'espace d'ouverture des portes issues de secours Être vigilant en EXE puis en Exploitation en présence de mobilier devant les issues en façade : Exemple sur les plans : - R+2 : Coworking et Bureau - R+1 : Tisanerie
PE11 §2	Portes	AF	NOTA : portes en va et vient dans les circulations (en limite de compartiment) prévus au projet COQUE
PE11 §3	Calcul des dégagements	PM	En attente des effectifs précis par niveau. Conforme vis à vis des effectifs prévus dans la notice initiale de la COQUE. Conforme par local
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	SO	
PE11 §6	Escaliers encloisonnés	HM	
PE 12	Conduits et gaines	HM	
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	PM	Voir détails aux articles AM
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	AF	Concerne les circulations en cloisonnements traditionnel au RDC. Plâtre + peinture
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plafond plâtre Plafond cadrette acoustique classé A1
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Sols souple classé Bfl-s1 / Cfl-s1
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Carrelage Isolation laine minérale
AM 9	Section II - Eléments de Décoration Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	AF	Panneaux acoustiques prévus M1
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.	SO	
AM 11	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	AF	Prévu rideau occultant toile M1
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	AF	Prévu cloison coulissante au R+4 classé M3
AM 15	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés Principe général.	AF	Prévu Kitchenette avec réaction au feu M2 ou panneaux bois épaisseur mini 19mm
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
PE 14	Section III - Désenfumage Désenfumage	SO	Absence de locaux >300m² Voir également chapitre CDT
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	
PE 20§1 - PE 23	Section V - Chauffage, Ventilation	HM	Non prévu dans le cadre des travaux d'aménagement. Voir projet COQUE
PE 24	Section VI - Installations Electriques Installations électriques, éclairage		
PE 24 §1	Installations électriques, locaux à risques et grande cuisine classés BE2, câbles et conducteurs classés Cca-s2, d2, a2.	AD	Incendie, ELEC : Attention si établissement classé ERP : Le câble U1000RO2V n'est plus autorisé pour les établissements avec une autorisation de travaux après le 23 mai 2025, Câbles et conducteurs classés Cca-s2, d2, a2 sont obligatoire. => Indication non trouvée au CCTP Électricité. A préciser pour éviter toute erreur
PE 24 §2	Éclairage d'évacuation	AF	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	HM	
PE 26	Section VIII - Moyens de Secours Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	PM	Sera vérifié avant la fin des travaux
PE 26§2	Colonnes sèches	HM	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel		
PE 27§2	Alarme	PM	Alarme prévu au projet COQUE

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 27§3	Téléphone	AF	Sera vérifié en fin de travaux A respecter par l'exploitant Sera vérifié en fin de travaux
PE27§4	Consignes	PM	
PE27§5	Instruction du personnel	HM	
PE27§6	Affichage des plans	PM	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 	AF AF	Concerne les parties vitrées des locaux > 19 pers : Châssis vitré de sécurité vis à vis du risque de heurt Conforme suivant CCTP chapitre 2.5.1.2
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre	SO	
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	PM	Voir observation au chapitre ERP
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d’incendie ou d’explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	PM	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	PM	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	PM	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	PM	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	PM	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	Attention si établissement classé ERP 5 les câbles et conducteurs classés Cca-s2, d2, a2 sont obligatoire pour les autorisations de travaux après le 23 mai 2025, le câble U1000RO2V n'est plus autorisé.
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	PM	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	PM	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	SO	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	PM	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	AF	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	Prévu sur les paliers d'escaliers suivant projet COQUE
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	HM	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	HM	
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	Dito avis ERP, en attente de la déclaration d'effectif précise. Nous partons sur les hypothèses par niveau du projet COQUE à savoir : R+5 : 16 pers R+4 : 51 pers R+3 : 64 pers R+2 : 80 pers R+1 : 85 pers RDC : 70 pers
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	PM	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	AF	
R4227-9	Conception escaliers	HM	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	HM	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	PM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	HM	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	HM	Escalier désenfumé dans le cadre du projet COQUE Pas de locaux >300m² ou 100m² aveugle
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel	HM	
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique	SO	
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	Hors projet aménagement
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	HM	
R4216-25	Accès aux façades	HM	
R4216-26	Protection des escaliers	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	PM	Voir chapitre suivant
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	PM	Voir chapitre suivant
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	PM	
Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie			
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	PM	Sera vérifié en fin de travaux
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	HM	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	HM	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	Sera vérifié en fin de travaux
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	HM	Prévu au projet COQUE
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	HM	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	PM	Sera vérifié en fin de travaux
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	PM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
Section 8 – Prévention des explosions			
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative			
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Arrêté du 5 Août 1992			
Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol			
Art. 1	Généralités.	PM	
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	PM	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	HM	
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	HM	
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	AF	2 plateaux sont considérés en cloisonnement traditionnel au RDC. Suivant réponse architecte, nous prenons note que: - Les portes situées sur les cloisons de circulation sont PF1/2H - Rajout d'une porte va et vient PF1/2H (partie vitrée à hauteur de vue) en recoupement de circulation
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits.	AF	Les locaux à risque sont prévus d'être isolés CF1H avec porte CF1/2 + FP
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloisonnés Escaliers et ascenseurs à l'air libre	SO	
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloisonnés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	HM	
	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	AF	
Art.10	Généralités.	PM	
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.	PM	Dans le cadre du projet d'aménagement, le désenfumage concerne les compartiments
Art.12	Désenfumage naturel.	AF	Désenfumage des compartiments réalisé par des ouvrants en façade (amenée et évacuation) Désenfumage des compartiments de façade à façade, 1/100ème en amenée d'air et 1/100ème en évacuation d'air R+3 : Pas d'observation en présence d'un nombre important de locaux ouverts sur la circulation R+2 : Pas d'observation en présence d'un nombre important de locaux ouverts sur la circulation + local coworking donnant sur une issue de secours (donc toujours ouvrable depuis la circulation) R+1 : Pas d'observation en présence d'un nombre important de locaux ouverts sur la circulation + local Bureau et salle de réunion en File 7 donnant sur une issue de secours (donc toujours ouvrable depuis la circulation)
		AF	Désenfumage des compartiments de façade à façade, 1/100ème en amenée d'air et 1/100ème en évacuation d'air par ouverture d'ouvrant R+4 : Pour assurer un désenfumage efficace de toutes les portions de circulation, les locaux fermés : salle de réunion et/ou Espace partagé en file 3 devront pouvoir s'ouvrir sans clé depuis la circulation. Cela nous a été confirmé par l'architecte le 24/07/2025 par mail.
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.	SO	
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel	PM	
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique	SO	
Art 14	- Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.	SO	
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263	SO	
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263	SO	
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.	SO	